



Communiqué de presse

Le 25 novembre : la FSU engagée pour éradiquer les violences faites aux femmes

En ce 25 novembre 2023, journée internationale contre les violences faites aux femmes, la FSU rappelle qu'elles sont l'une des violations des droits humains les plus répandues dans le monde. Les violences sexuelles et sexistes traversent toutes les sociétés, les classes sociales, tous les espaces (le privé, le travail, l'école...) et sont systématiquement exacerbées dans les pays en conflits armés où les viols et les meurtres de femmes deviennent des armes de guerre. La FSU exprime sa solidarité avec les femmes palestiniennes et israéliennes victimes d'un conflit sanglant sans précédent, les femmes ukrainiennes et russes qui subissent les effets dramatiques d'une guerre d'occupation, les femmes afghanes dont les droits les plus élémentaires sont bafoués, les femmes iraniennes et kurdes qui se soulèvent pour leur liberté, les femmes du Haut-Karabach et plus largement avec les femmes du monde entier qui résistent et luttent pour des sociétés justes, égalitaires et démocratiques.

Avec 44 féminicides depuis 2017 et plus de 97 000 viols recensés chaque année dont 8 000 sur les lieux de travail, la France n'est pas épargnée par ce fléau. Ces violences sexistes et sexuelles ne sont pas une fatalité. Des lois existent qui obligent les employeurs publics et privés à protéger les victimes, cependant, faute de politiques volontaristes et de moyens financiers ambitieux, elles ne sont pas appliquées. Alors qu'au moins 3 milliards d'euros seraient nécessaires pour mener une politique ambitieuse, la France ne dépense que 184 millions d'euros – ce qui constitue son plus petit budget.

L'année 2023 est particulière dans la Fonction publique car c'est l'heure des bilans des premiers plans d'action pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Si l'impulsion a été donnée dans tous les ministères et si l'axe 5 relatif aux violences sexistes et sexuelles fait partie des axes les plus travaillés, force est de constater que le chemin est encore long pour que chaque agente victime soit véritablement accueillie et accompagnée par son administration. Il a fallu une détermination sans faille des militantes de la FSU pour obtenir un dispositif de recueil et d'accompagnement des situations de violences sexistes et sexuelles (cellules d'écoute) dans tous les ministères et que les violences conjugales y soient intégrées. Mais, faute de moyens et de volonté politique ces dispositifs restent encore trop souvent au stade embryonnaire ne bénéficiant pas tous d'une grande campagne nationale pour les populariser auprès des agents.es.

Parce que la lutte contre les violences faites aux femmes est un engagement fort du syndicalisme la FSU ne lâchera pas et continuera d'exiger des moyens ambitieux pour éradiquer ce fléau au travail comme ailleurs. Elle exige de la transparence dans le traitement des dossiers de victimes en intégrant les élus VDHA (violence, discrimination, harcèlement, agissement sexiste) aux décisions prises et aux orientations stratégiques, en leur donnant des moyens de mener à bien leur mission syndicale. La FSU demande des campagnes de sensibilisation et d'information sur tous les lieux de travail. Le jour de carence pour les femmes victimes de violences sexistes et sexuelles dont les violences intrafamiliales doit être abrogé. Des logements d'urgence et d'autres pérennes doivent être réservés pour les victimes et des droits nouveaux en termes d'accompagnement social et professionnel doivent être mis en œuvre.

Dans le contexte international dramatique où les femmes paient le plus lourd tribut des guerres et des extrémismes religieux, où les politiques menées engendrent toujours plus d'inégalités et de ressentiment, faisant la part belle aux extrémismes droites, où la lutte contre les violences faites aux femmes est insuffisante, freinée par les employeurs eux-mêmes et sous-financée, la FSU appelle à réussir la mobilisation unitaire du 25 novembre aux côtés des organisations syndicales, féministes et politiques.

Bagnolet, le 7 novembre 2023